Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1880

Artikel: Veau, vache, froment ou quoi?
Autor: Jaggi, Yvonne
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009862

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La question préalable

André Gavillet • 16 août 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15083

Succession de Leuenberger et Merz: le paradoxe d'une élection dépolitisée au moment où se posent des questions cruciales d'orientation gouvernementale

Tout devrait se passer comme prévu, sauf accident. Un-e socialiste remplace un socialiste et un-e radical-e, un radical. L'enjeu se limiterait au choix des candidats. Déjà moulins et lobbies ont commencé à moudre. L'élection ne sera que complémentaire. Inutile d'anticiper sur le renouvellement général de l'Assemblée fédérale, agendé l'an prochain. Tel est le langage apaisant que MM. Levrat et Pelli tiennent de concert, politiquement désamorcé.

Et pourtant socialistes et radicaux, forts d'une cinquantaine de voix chacun, sont loin, fort loin, de la majorité absolue. Si 60 votes UDC, et 20 écologistes, font défaut, l'appui du PDC pourrait se révéler indispensable, donc monnayable. Et, ô horreur, socialistes et radicaux pourraient poser des conditions à leur appui réciproque. La boîte de Pandore est à refermer au plus vite. Rien de politique. Ce n'est qu'une élection complémentaire.

Vu de l'extérieur

La Suisse n'a pas encore trouvé sa place naturelle au sein de l'Europe. Ce constat est le fait majeur qui doit guider l'action. L'objectif c'est le repositionnement. Et il implique des relations de confiance avec l'Union européenne. Comme *Domaine Public* l'a exposé, avec insistance, la question première à régler ce n'est pas l'imposition de l'épargne, qui sera l'objet de négociations, difficiles mais prévues de longue date. En revanche, la liberté abusive prise par certains cantons pour l'imposition des holdings et des sociétés d'administration doit être corrigée, sans négociation, par notre propre décision.

L'élection de deux conseillers fédéraux, notamment du radical dont le vote peut décider d'une majorité dans le collège, doit faire l'objet d'une discussion politique publique et d'un engagement. Et, sous l'épreuve de force, la question qu'il faudra bien trancher: quelle coalition gouvernementale? avec ou sans l'UDC? Au parti socialiste de la poser déjà lors de cette élection – qui est non pas complémentaire, mais préalable.

Veau, vache, froment ou quoi?

Yvette Jaggi • 21 août 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15131

Cultiver ou élever. Les paysans suisses font plutôt du blé ou du bovin, question de rentabilité et de marchés

Les cours du blé flambent sur le marché mondial, mais le bas prix payé aux producteurs suisses les incitent à troquer la culture de céréales panifiables contre l'élevage de bétail. Une conversion radicale qu'il sont de plus en plus nombreux à tenter, à l'exemple de Felix Burri [5] .

Ce paysan de Kloten fait actuellement construire, sur une parcelle de 550 ares, une étable pour 34 vaches et 100 veaux d'élevage ainsi que divers locaux d'exploitation. Le tout représente un investissement de 2,3 millions de francs, qui devrait lui permettre de faire vivre sa famille de quatre personnes.

Felix Burri le sait: son pari est osé, et le risque pris multiple. Avait-il pensé aux campagnes anti-viande qui se développent sous nos latitudes? A défaut, le rappel n'aura pas tardé, sous la forme d'un article également paru dans le *Tages-Anzeiger* du 14 août, tout juste six pages plus loin que le reportage consacré à sa conversion emblématique. Il s'agit en fait de la recension d'un livre [6] sur le maltraitement des animaux de rente élevés en nombre – de quoi rendre végétarien tout lecteur sensible.

Mais le métier de paysan, traditionnellement difficile,

comporte désormais d'autres exigences qu'un savoir faire étendu, un besoin de formation continue, le goût du risque entrepreneurial. Il y faut désormais une fine compétence en matière de comptabilité d'exploitation et un réel talent pour le repérage et la mise en œuvre de sources de revenus complémentaires: ventes directes aux consommateurs désireux de s'approvisionner en dehors des circuits commerciaux, tourisme rural et accueil à la ferme de personnes en mal d'intégration, etc.

Et, par-dessus tout le reste, il faut du courage pour rester sur la terre. Malgré des conditions économiques dégradées par les grands distributeurs, par la concurrence internationale, par la politique agricole. Les paysans observent que la moindre cause de hausse du pétrole, repérée quelque part dans le monde, entraînent, par un enchaînement immédiat, une hausse de l'essence à la pompe. Inversément, quand les cours du blé s'envolent sur les marchés mondiaux malgré l'existence avérée de stocks en suffisance, quand par exemple le boisseau de blé prend plus de 50% en deux mois à la bourse de Chicago, les prix des meilleurs blés suisses poursuivent leur glissade vers le bas, sans frein puisque les prix indicatifs ont disparu depuis 2008. Les prix payés pour les céréales panifiables cultivées en Suisse ont diminué de moitié en moins de vingt ans. Pour couronner le tout, la Confédération a choisi le 1er juillet 2010 pour abaisser une nouvelle fois le droit de douane sur la farine importée. Et comme les transformateurs-meuniers, qui se comportent en cartel efficace, ne cèdent pas un centime de leur marge, la pression extérieure s'exerce à plein sur les producteurs-cultivateurs.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de la diminution des surfaces emblavées. L'offre indigène de céréales panifiables suffit encore à couvrir les besoins des meuneries. Pour combien de temps? Combien de paysans prendront-ils «l'option-viande», dont la rentabilité repose notamment sur l'importation de céréales fourragères à des prix relativement avantageux?

La lutte contre la Suisse comme ilôt de cherté, la garantie d'une alimentation saine produite et vendue à des conditions équitables ainsi que la conduite d'une politique agricole équilibrée semblent des objectifs difficilement conciliables – pour ne rien dire de la question des OGM. De quoi interpeller le PS et singulièrement sa candidate Simonetta Sommaruga, issue des milieux consommateurs et sénatrice d'un canton qui comprend un sixième des surfaces agricoles de toute la Suisse.

De son côté, une fois de plus l'UDC crie Halte [7] à la destruction de l'agriculture suisse, victime de la concurrence européenne, de la bureaucratie de Bruxelles, des distributeurs avides et des consommateurs inconséquents. La moindre des choses pour un parti vert-champ qui arborait un épi de blé sur son drapeau, comme d'autres la rose au poing.

Par quoi remplacer le service militaire obligatoire?

Daniel Schöni Bartoli • 10 août 2010 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/15052

La nouvelle initiative du GSsA pourrait ouvrir un débat plus large que le sempiternel pour ou contre l'armée

On peut distinguer plusieurs types d'objectifs au lancement d'une initiative populaire: elle peut viser à positionner un parti [12] avant les élections fédérales, elle peut aboutir à réellement changer la Constitution ou simplement elle lance un débat en modifiant quelque peu la donne. Il est probable que l'initiative populaire *Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire* [13] lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sera de ce troisième type.

Cette initiative propose de modifier l'article 59 de la Consitution fédérale en remplaçant l'obligation de servir par son contraire: *«Nul ne peut être astreint au service militaire»*. Elle prévoit également la mise sur pied d'un *«service civil volontaire»*. Au surplus, elle mentionne encore une *«juste compensation pour la perte de revenu des personnes qui effectuent un service»* et une aide